

« ARRÊTER LA BOMBE ! »

Paul QUILÈS



L'ancien ministre de la Défense répond aux questions de la Revue Civique sur la nécessité ou non pour la France de maintenir une arme de dissuasion nucléaire. Paul Quilès, homme de haute expérience en matière de Défense, auteur de « Arrêtez la bombe » (avec Bernard Norlain et Jean-Marie Collin ; éditions Le Cherche Midi), estime qu'il faut briser un « tabou » et déconstruire les « fausses idées » sur les « prétendus atouts » de l'arme nucléaire. Les risques sont trop grands pour le monde, nous dit-il, pour ne pas ouvrir un large débat visant à engager, dans la négociation, un processus de désarmement nucléaire.

La REVUE CIVIQUE: dans votre livre, vous déconstruisez ce que vous appelez les stéréotypes ou idées reçues concernant les atouts de l'arme nucléaire pour la France. Notamment cette idée que, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la paix (relative) a reposé sur la dissuasion nucléaire. Mais renversons le raisonnement: en quoi l'abandon de l'arme nucléaire garantirait le non-déclenchement d'un conflit conventionnel généralisé ?

Paul QUILÈS : Il est curieux que l'on affirme qu'entre 1945 et 1990, la paix a été protégée par la dissuasion nucléaire, alors que le nombre de conflits a été particulièrement élevé.

Oui, mais sans qu'il n'y ait conflit conventionnel généralisé ?

Qu'est-ce qu'un conflit conventionnel généralisé ? Un conflit avec les grandes puissances ? Mais alors, qu'est-ce qu'une grande puissance aujourd'hui ? Se définit-elle par son budget militaire, sa puissance économique, sa capacité de négociation ?

De plus, la prévention des conflits ne repose pas simplement sur la force militaire. J'ai écrit un livre sur cette problématique du maintien de la paix¹, de la prévention des conflits et de la gestion des conflits quand il y en a (nous pourrions aujourd'hui parler du Mali ou de la Syrie).

La garantie du non-déclenchement d'un conflit généralisé repose aujourd'hui sur les moyens que s'est donnés la communauté internationale à travers l'ONU, le Conseil de Sécurité et tous les traités signés, imparfaits certes mais qui existent. Le nucléaire, qui n'a pas empêché de nombreux conflits, représente bien plus de dangers que d'avantages. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de catastrophe nucléaire militaire depuis 1945 qu'il n'y a pas de risque. Les dangers sont sérieux et de différentes natures, comme le montre mon livre.

Je pense par exemple à ce scénario hallucinant lors d'un exercice de l'OTAN en septembre 1983. L'exercice simulait une attaque nucléaire sur l'URSS et il a été pris par les Soviétiques comme une véritable attaque !

UN GROS RISQUE

Un lieutenant-colonel, dans une salle de contrôle à Moscou, surveillant un silo de lancement de missiles intercontinentaux américains, a vu apparaître sur son écran de contrôle « missile lancé » cinq fois. Heureusement, il n'a pas prévenu ses supérieurs, le satellite ayant déjà montré une fiabilité limitée et lui-même estimant que cinq missiles ne sont pas suffisants pour constituer une attaque massive. En vérité, le satellite avait pris pour un déclenchement de missiles le reflet du soleil couchant sur les silos²...

Je pourrais également citer l'accident mettant en cause deux sous-marins nucléaires, un britannique et un français, entrés en collision en février 2009. Il existe des dizaines d'exemples de ce type... Le nucléaire est un gros risque !

Vous avez été ministre de la Défense, puis Président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale: quel événement ou argument principal vous a fait changer d'avis, sur ce point central de la doctrine stratégique de la France ?

J'ai été ministre de la Défense en 1985-86, suite à la démission de Charles Hernu, après l'affaire

1) « Face aux désordres du monde », avec Alexandra Novosseloff, éditions Jacques-Marie Laffont, juin 2005.

2) Sur ce sujet, voir le documentaire « 1983: Au bord de l'apocalypse nucléaire » (<http://paul.quiles.over-blog.com/article-a-regarder-absolument-109662414.html>)

du Rainbow Warrior. S'agissant du nucléaire, partie intégrante de la « panoplie » du ministre de la Défense, j'ai alors fait plusieurs constats. J'ai notamment compris comment les discours concernant ce sujet et tenus par le Président et les ministres étaient construits, avec l'aide des experts, des militaires et des industriels. J'ai également été confronté au fameux « lobby militaro-industriel », dénoncé par Eisenhower quand il a quitté la Maison-Blanche en 1961. J'ai découvert tout cela mais, en même temps, j'étais ministre chargé de l'application d'une doctrine qui était, à cette époque de la guerre froide et des blocs, celle de la dissuasion nucléaire.

Et puis, au moment de la chute du Mur de Berlin, en 1989, j'ai entendu François Mitterrand s'interroger sur la nature et le rôle d'une arme « pré-stratégique ». Il faut dire qu'on s'y perdait dans les différents concepts évolutifs de la doctrine française: stratégique, préstratégique, tactique, arme de non-emploi,... Je me souviens de sa réaction outrée lorsqu'un général lui expliqua que l'Allemagne de l'Est pouvait être une cible. Je fus un peu surpris de constater que le Président de la République, seul décideur de la mise en œuvre du nucléaire depuis le décret pris en janvier 1964 par le Général de Gaulle, ne disposait pas de tous les éléments d'appréciation. Ce fut en tout cas l'origine de la décision d'en finir avec l'armement tactique (missiles Pluton).

En 1995, Jacques Chirac décida de reprendre les essais nucléaires, à quelques jours du 50^e anniversaire du bombardement d'Hiroshima, alors que les essais étaient arrêtés depuis 1992. Cela créa une émotion très vive en France et dans le monde. Le groupe socialiste demanda un débat public, qui eut lieu en décembre 1995. Ce fut la première (et seule) fois qu'un débat sur la dissuasion nucléaire se déroula dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale ! Ce jour-là, dans mon

discours à la tribune, après m'être interrogé sur la pertinence de la dissuasion, je pris clairement position en faveur de la « désescalade nucléaire ».

LE CAS SENSIBLE DE LA CORÉE DU NORD

François Mitterrand avait eu, dans des moments décisifs, cette formule restée célèbre: « les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles SS20 (ndlr: soviétiques) sont à l'Est ! » N'est-ce pas toujours le cas aujourd'hui, transposé au clivage démocraties-dictatures: la volonté de désarmement nucléaire est en Occident, la volonté d'armement nucléaire est du côté des « États voyous » (comme la Corée du Nord) ou d'États terroristes (comme l'Iran) ? Que répondez-vous à l'accusation d'être « naïf » vis-à-vis de ces États ou de la puissante Chine ?

Je n'accepte pas ce vocabulaire. C'est aussi caricatural que si je qualifiais de criminels ou d'assassins ceux qui défendent une position inverse à la mienne. Quand des dizaines d'anciens hauts responsables comme Gorbatchev ou Kissinger affirment qu'il faut aller vers un monde sans armement nucléaire et qu'ils participent, comme moi, au mouvement « Global Zéro », je pense que ce n'est pas un message naïf que nous portons, mais bien un message de responsabilité à l'égard des générations à venir.

Il n'est naturellement pas question d'arrêter la bombe du jour au lendemain, comme voudraient le faire croire nos contradicteurs. Je n'ai jamais prétendu, non plus, qu'il fallait entamer le processus de façon unilatérale. Il s'agit d'une démarche s'échelonnant sur une quinzaine d'années, qui doit commencer avec des réductions bilatérales entre ceux qui possèdent plus de 90 % des stocks

(les Américains et les Russes), puis devenant multilatérale en associant les autres pays.

Ceux qui objectent que ce sera difficile n'ont pas tort... mais il faut faire preuve d'une ferme volonté politique. Cela s'est déjà produit avec la création de « Zones exemptes d'armes nucléaires » dans plusieurs régions du monde, ainsi qu'avec la disparition d'armes dangereuses comme l'armement chimique et biologique. Il n'est pas possible de désinventer la bombe, mais il faut d'abord limiter les risques qu'elle peut faire courir au monde et ensuite la faire disparaître.

Prenons l'exemple de la Corée du Nord. Le dictateur coréen essaie de se faire une stature, à l'image de celle de son père et de son grand-père et il utilise, comme eux, la menace du nucléaire comme un outil de chantage. Chacun voit bien pourtant qu'il ne pourra pas utiliser cette arme, sauf à voir détruit son pouvoir, auquel il tient par-dessus tout. Si demain, il faisait une bêtise, les Américains ne raserait pas la Corée du Nord avec une arme nucléaire, mais ils détruiraient ses centres de commandement et de pouvoir avec des armements conventionnels.

CONVERGENCE AVEC HERVÉ MORIN

Vous évoquez, pour la France, la puissance des « nucléocrates » ou un « reste de gaullisme mal digéré ». Le renoncement à « la bombe », après la réintégration de la France au commandement intégré de l'OTAN, correspondrait-il à une forme de réalisme, le rapport de forces au XXI^e siècle faisant, finalement, que la France ne peut plus prétendre faire grand chose seule ?

La question est effectivement de savoir si nous considérons comme toujours pertinentes les théories gaullistes et les doctrines stratégiques des années 60-70.

Je balaie l'idée que le nucléaire permettrait d'affirmer notre présence au Conseil de Sécurité de l'ONU. Les cinq membres permanents ont été désignés en 1945 ; ce sont les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et l'acquisition du nucléaire ne s'est faite qu'après (entre 1949 et 1964) pour quatre de ces pays. Et la bombe atomique ne nous permet pas de parler plus fort à l'OMC, dans le cadre du protocole de Kyoto ou quand nous nous engageons au Mali !

Pourquoi le Président François Hollande n'est pas, comme vous, convaincu ? Parce qu'on lui dit trop que ce sont des marques d'autorité qui lui manquent aujourd'hui, l'abandon de « la bombe » pouvant devenir un symbole de « faiblesse » ?

Je n'ai jamais eu l'occasion d'aborder ce sujet avec François Hollande et je suis donc bien en peine de vous répondre. Je ne pense pas du tout que celui qui détient le « pouvoir nucléaire » aurait, de ce fait, une « autorité ». Les doctrines d'utilisation de la bombe (ou plutôt de *non-utilisation*, puisque le nucléaire est présenté comme une « arme de non-emploi ») sont confuses et cela n'aide pas les Français à comprendre le rôle de cette arme et de celui qui en est le seul responsable. Pour accroître la confusion, Valéry Giscard d'Estaing, Président pendant 7 ans, qui était donc le détenteur de la « foudre de Jupiter », a avoué dans un de ses livres que jamais il ne l'aurait employée !

Qui sont vos « alliés » pour défendre cet abandon de l'arme nucléaire ? Vous parlez d'une convergence avec un autre ancien ministre de la Défense, Hervé Morin...

Effectivement, à ma surprise (agréable), Hervé Morin évoque, parmi les initiatives que devrait prendre la France, la remise en cause de la deuxième composante de la dissuasion, qui est la

force nucléaire aérienne (la première étant les sous-marins). C'est une des mesures que je propose. Je note que les Britanniques s'en sont débarrassés depuis plus de 10 ans.

Il y a aussi de nombreuses associations qui militent pour la fin de l'armement nucléaire et qui souhaitent, comme moi, que s'ouvre un débat public approfondi sur ce sujet... ce que refusent jusqu'ici les défenseurs de l'armement nucléaire.

LE PROBLÈME DE LA (NON) DÉFENSE EUROPÉENNE

Indépendamment du débat sur l'arme atomique, partagez-vous les inquiétudes de hauts responsables militaires, mais aussi politiques, qui craignent de voir l'Armée française – qui a démontré son efficacité au Mali –, du fait d'arbitrages financiers tendanciellement à la baisse (depuis des années), ne plus être en mesure de faire face à des événements menaçants, à la fois pour la sécurité internationale et pour notre sécurité nationale ?

En nous engageant dans le désarmement nucléaire, nous ferions en outre de très utiles économies ! La décision de renouveler les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) devra être prise en 2015, ce qui représente des milliards d'euros.

Je relève que François Hollande a récemment dit: « *Nous avons une arme nucléaire....Je sais qu'il y a un certain nombre de nos concitoyens qui sont hostiles à cette arme* ». J'ai apprécié cette formule, qui rompt avec l'éternelle ritournelle sur le prétendu consensus français. Elle se vérifiera d'autant plus qu'un véritable débat s'instaurera, au-delà des formules et des slogans quasi religieux qui entourent l'expression publique sur la dissuasion. Par contre, j'ai moins apprécié qu'il

en reste à la formulation traditionnelle qui veut que l'arme nucléaire soit « *notre garantie, notre protection ultime* » et qu'elle doit être « *modernisée* ». Il faudrait aussi qu'il précise que cela aura un coût.

Mais le problème principal est ailleurs. Pour notre pays, les menaces sont définies dans le « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale », qui vient d'être publié. C'est en fonction de ces menaces que l'on définit les moyens (équipements, hommes, systèmes de renseignement, ...) et il faut alors tenir compte des alliances, car nous ne nous défendons pas seuls. Et là, nous butons sur un problème: celui de la défense européenne, dont on parle depuis au moins 20 ans et qui n'arrive pas à décoller, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que les Européens n'ont pas été capables de définir les menaces communes à l'Europe ; ensuite, parce que les pays européens n'acceptent pas de partager un budget Défense ; enfin, parce qu'ils divergent sur la définition du rôle de l'OTAN.

En décembre 2013, un sommet européen devra déterminer les ambitions des 27 États-membres en matière de Sécurité et de Défense. J'espère que des progrès pourront, d'ici là, être accomplis et que l'on s'accordera sur la nature des menaces communes aux pays européens et sur les moyens communs à mettre en œuvre pour y répondre. Il serait regrettable que la prééminence des États-Unis au sein de l'OTAN conduise à une inexistence des Européens.

Propos recueillis par
Jean-Philippe MOINET

